

Burundi : "L'heure est à la fermeté et non à la complaisance", dit l'opposition

@rib News, 03/02/2016 COMMUNIQUE DE PRESSE. 1. Du 30 au 31 janvier 2016 à Addis-Abeba, le sommet des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'Union Africaine qui devait prendre la décision de déployer dans l'urgence MAPROBU et celle de commencer sans délais les négociations afin d'éviter que la crise burundaise ne prenne des dimensions effarantes avec le risque d'embrasement de l'ensemble de la région a raté une occasion de sauver le peuple burundais en détresse et la région.

2. Les décisions prises par ce sommet sont décevantes car elles ne répondent pas aux exigences de la gravité de la situation et aux attentes légitimes du peuple burundais et d'une large majorité des partenaires du Burundi. 3. Face à l'immobilisme du Sommet d'Addis-Abeba, le pouvoir de facto de Bujumbura, par un communiqué de presse du Parquet Général de la République, vient de lancer, ce mardi 02 février 2016, des mandats d'arrêt contre tous les opposants et les membres de la société civile et de la presse exilés. Cette chasse à l'homme burundais exilé est une démarche qui bloque définitivement toute perspective de négociations entre Bujumbura et l'opposition. 4. En outre un communiqué incendiaire du parti de Monsieur Pierre Nkurunziza qui prend la présidence de la Commission de l'Union Africaine, l'Union Européenne, les Nations Unies et le président Paul Kagame du Rwanda est venu ce 02 février confirmer la gravité de la dérive totalitaire qui menace le Burundi. 5. Le CNARED-GIRITEKA alerte de nouveau l'Union Africaine et l'ensemble de la Communauté Internationale sur les risques graves de cette dérive de l'Union Africaine. En effet le Burundi court un grand danger de sombrer dans une confrontation violente qui risque d'aboutir à une guerre civile. Celle-ci aura des conséquences fâcheuses sur la République Démocratique du Congo qui attend un processus électoral similaire à celui du Burundi ; une guerre civile au Burundi aura en outre des répercussions dramatiques sur le Rwanda et la Tanzanie. 6. En conséquence le CNARED-GIRITEKA attire l'attention des Chefs d'Etat mandatés par leurs pairs ainsi que celle du Secrétaire Général des Nations-Unies et du Conseil de Sécurité de l'ONU ; l'heure est à la fermeté et non à la complaisance face à un pouvoir dont les agissements compromettent dangereusement la concorde nationale, la sécurité et la stabilité de toute la région. Les initiatives diplomatiques en vue devraient s'inscrire dans cette ligne. Fait à Bruxelles, le 03 février 2016 Pour le CNARED-GIRITEKA Pancrace CIMPAYE Porte-Parole Adjoint.